

Discours de Macron devant les recteurs et rectrices : vers une nouvelle offensive contre le service public d'éducation

Le président Macron a tenu jeudi 25 août un discours devant les recteurs et les rectrices. Il s'agit là d'un fait inhabituel, qui confirme d'ailleurs une forme de mise sous tutelle d'un ministère plus marquée par la continuité avec le précédent qu'avec une quelconque forme de nouveauté. Macron a confirmé la feuille de route menée depuis 2017 dans l'intérêt des capitalistes : le démantèlement du service public d'éducation, à travers en particulier le renforcement de l'autonomie, du management et du tri social. Le ministre Pap Ndiaye, dans sa conférence de presse de rentrée du vendredi 26 août, s'est inscrit dans cette perspective.

L'autonomie des écoles et établissements est un objectif affiché depuis toujours par Macron, dans la droite lignée des gouvernements précédents. Son expérimentation menée à Marseille va dans ce sens. À l'occasion de son discours de jeudi, il a pu montrer sa profonde méconnaissance du sujet, en évoquant la mise en place d'un "grand travail" dans les établissements, qui correspond en réalité à des choses qui existent déjà, et notamment les projets d'établissements. Plus grave, l'attribution de moyens en fonction des projets va renforcer les inégalités entre établissements et diviser les équipes. Pap Ndiaye a annoncé dans la foulée la généralisation de l'expérimentation de Marseille : c'est inacceptable.

Le conditionnement d'une partie de la revalorisation attendue à de nouvelles missions faisait partie des promesses de campagne. Macron a évoqué la première tranche de 10% qui ne serait pas conditionnée, mais sans que l'on sache à ce stade quel serait le calendrier ni la nature de la revalorisation. Pour SUD éducation, il n'est pas acceptable qu'il s'agisse de nouveau d'une revalorisation indemnitaire, celle-ci ne comptant pas dans les cotisations sociales. Plus grave, une seconde tranche de revalorisation serait conditionnée à de nouvelles missions :

il s'agit là de la poursuite du "travailler plus pour gagner plus", qui va entraîner une surcharge et une dégradation des conditions de travail, notamment par le biais de la mise en concurrence entre projets et personnels. Loin de ces projets managériaux, SUD éducation porte ses revendications pour des augmentations de salaires tendant vers la réduction des inégalités, et appelle dans ce cadre à la grève le 29 septembre.

Le sujet de la formation initiale, avec un questionnement autour du niveau de diplôme exigé pour passer le concours, pose un certain nombre de problèmes. SUD éducation dénonce la mastérisation depuis 2009, et revendique un concours à bac+3 suivi de deux années de stage rémunérées. Ceci étant dit, le flou de Macron risque de cacher un loup : celui de la remise en cause du concours et le développement de la contractualisation. Pap Ndiaye a développé la thématique de la contractualisation, et insisté sur la fidélisation des contractuel·les et l'organisation d'un concours spécifique en 2023, sans préciser davantage. En tout état de cause, la crise du recrutement actuelle montre bien l'échec de la mastérisation et de son parachèvement sous Blanquer.

L'école est toujours plus une machine de tri social. L'empilement de réformes du système éducatif sous Blanquer a renforcé fortement ce rôle. Les critiques de Macron contre le lycée professionnel sont assez lisibles : c'est bien l'apprentissage qui est vu comme la perspective pour les enfants des classes populaires, au service du patronat. Carole Grandjean, ministre déléguée chargée de l'enseignement et de la formation professionnelle, a développé lors de la conférence de presse de Ndiaye plusieurs projets inquiétants pour cette rentrée 2022 : découverte des métiers dès la 5e (y compris par des mini-stages), augmentation de 50% du temps de stages en lycées professionnels, concertation sur la réforme à venir du lycée professionnel, y compris avec des représentant·es du patronat.

Les projets de Macron sont inquiétants. Une nouvelle refondation de l'école, au-delà de la fatigue des personnels liée aux incessantes réformes, ne peut aller que dans le sens de la mise au pas de l'école au service des capitalistes. SUD éducation mettra tout en œuvre pour défendre le service public d'éducation et œuvrer à une école égalitaire, gratuite, laïque, publique et émancipatrice.

Fédération SUD Éducation

31 rue de la Grange aux Belles,
75010 Paris

01 58 39 30 12

fede@sudeducation.org

www.sudeducation.org

